

La victoire

Edito : [page 2](#) • Questions à Laurent Fabius : [page 3](#) • Deux campagnes au fil des jours : [pages 4 à 13](#) • 1^{er} avril, investiture de Jean-Louis Tourenne : [pages 14 à 17](#) • 2 avril, investiture de Jean-Yves Le Drian : [pages 18 à 20](#)

Le chemin de l'avenir reste ouvert au PS et à la gauche

En politique, les victoires sont toujours belles. Il n'en demeure pas moins que, à l'instar des défaites, elles méritent une analyse précise.

Pourquoi nos concitoyens ont-ils à nouveau fait confiance à la Gauche ?

La droite gouvernementale a été massivement rejetée. L'équilibre même de la société française est menacé. Les fondements du consensus républicain issus de la Résistance sont touchés les uns après les autres par ce gouvernement ; les errements de sa politique économique anéantissent le redressement opéré sous le gouvernement Jospin.

Il y avait cependant plusieurs manières d'exprimer ce stop à la droite. La première, l'abstention a légèrement reculé. La deuxième, l'extrême droite a conservé une implantation forte, y compris au deuxième tour lorsqu'elle y figurait. La troisième, l'extrême gauche a reculé, car elle refuse de confronter son idéal avec le réel, et sa stratégie politique n'aboutit qu'à conforter la droite.

Enfin, la gauche de responsabilité, au premier rang de laquelle le Parti Socialiste, a obtenu l'adhésion, conséquence de plusieurs constats : le bilan Jospin a été réévalué au côté de la politique Raffarin, nos propositions pour les collectivités territoriales ont rencontré un écho, celles-ci ont été portées par des militantes et des militants de terrain dont les propositions ont été jugées d'autant plus crédibles, que leur action d'élus locaux est jugée positivement.

En Bretagne et en Ille-et-Vilaine, c'est dans la continuité de l'implantation historique de la gauche que ces victoires sont arrivées. Des programmes travaillés en amont avec les militants et avec nos relais dans la société, des candidatures équilibrées alliant compétences, expériences et renouvellements, une campagne de mobilisation sans précédent : nos choix ont été largement validés par les électeurs !



par
Frédéric Bourcier,
Premier Secrétaire Fédéral

Quelles conséquences pour l'avenir du Parti Socialiste et de la gauche ?

Les résultats des élections de mars 2004 provoquent une situation inédite. La gauche gère la quasi totalité des régions et une majorité de départements. L'enjeu pour nos exécutifs est donc d'appliquer nos programmes dans une conjoncture défavorable. Politiquement, le gouvernement et le Parlement restent de droite. Budgétairement, la phase de décentralisation envisagée par la droite engendre un transfert des charges vers les collectivités.

Une analyse sociologique du vote, confortée par la situation que nous constatons en Ille-et-Vilaine, démontre qu'il n'y a plus de catégorie et de territoire « interdits » à la gauche.

Nous devons être toujours plus à l'écoute de la société, être toujours plus en capacité de fournir des réponses politiques aux enjeux d'aujourd'hui. Pour cela, le Parti Socialiste doit se renforcer. Toutes les formes d'engagement vers plus de justice sociale doivent y trouver un débouché politique. Actualiser le pacte républicain, le mettre en phase avec l'horizon européen, c'est l'enjeu immédiat. La gauche du XXI^e siècle doit redonner du pouvoir au politique pour offrir un développement équilibré et durable. La cohérence entre l'action locale et la pensée globale y contribuera.

Nos candidates et nos candidats, leurs soutiens nombreux et actifs, ainsi que les électeurs qui leur ont fait confiance doivent être doublement remerciés par notre Parti : pour les responsabilités immédiates qu'ils nous confèrent, pour l'avenir qu'ils nous demandent de construire.

CANTON	PREMIER TOUR	SECOND TOUR
Antrain	28,48%	49,44%
Argentré-du-Plessis	19,27%	40,27%
Bain-de-Bretagne	29,79%	57,32%
Bécherel	33,83%	57,43%
Betton	44,03%	62,60%
Bruz	40,98%	64,45%
Cancale	28,47%	50,68%
Cesson-Sévigné	41,91%	58,14%
Chateaubourg	28,33%	52,59%
Chateaugiron	37,09%	59,70%
Chateaneuf	34,38%	58,48%
Combours	35,22%	55,46%
Dinard	32,63%	51,70%
Dol-de-Bretagne	34,12%	56,88%
Fougères-Nord	28,54%	51,21%
Fougères-Sud	27,55%	48,65%
Grand-Fougeray	23,17%	48,73%
Guichen	39,89%	66,48%
Hédé	41,49%	64,24%
Janzé	30,47%	55,36%
La Guerche-de-Bret.	19,72%	39,96%
Le Sel-de-Bretagne	31,02%	60,10%
Liffré	42,11%	64,00%
Louvigné	17,05%	35,56%
Maure-de-Bretagne	30,84%	54,56%
Montauban-de-Bret.	35,52%	59,14%
Montfort-sur-Meu	40,86%	64,50%
Mordelles	42,12%	64,67%
Pipriac	28,75%	55,10%
Pleine-Fougères	32,24%	55,35%
Plélan-le-Grand	35,01%	57,23%
Redon	38,72%	60,99%
Retiers	22,81%	48,02%
St-Aubin-d'Aubigné	39,94%	63,86%
St-Aubin-du-Cormier	31,05%	53,02%
St-Brice-en-Coglès	27,14%	52,05%
St-Malo-Nord	32,59%	52,73%
St-Malo-Sud	34,39%	56,19%
St-Méen-le-Grand	29,33%	49,51%
Tinténiac	38,56%	61,73%
Vitré-Est	24,24%	44,73%
Vitré-Ouest	23,22%	45,99%

RÉSULTATS DES CANTONALES

CANTON/CANDIDAT	PREMIER TOUR	SECOND TOUR
Bain-de-Bretagne : J-Yves Leclerc	25,15%	49,19%
Bécherel : J-Yves Bazin	34,59%	
Bruz : Philippe Bonnin	41,48%	61,54%
Cancale : Maurice Jannin	30,84%	52,66%
Cesson-Sévigné : Guy Juhier	46,21%	58,88%
Chateaubourg : J-Pierre Guéguen	28,71%	
Combours : M-Thérèse Sauvé	36,86%	51,13%
Fougères-Sud : Jacky Lemoigne	22,37%	46,11%
Grand-Fougeray : Marie Gérard	20,34%	
Hédé : J-Louis Tourenne	54,23%	
Le Sel-de-Bretagne : Gérard Ménard	33,12%	55,60%
Liffré : Clément Théaudin	47,73%	62,98%
Pipriac : J-Claude Chotard	25,14%	44,47%
Pleine-Fougères : J-Louis Helleux	16,48%	

CANTON/CANDIDAT	PREMIER TOUR	SECOND TOUR
Pleine-Fougères : Christian Couet PRG		55,69%
Plélan-le-Grand : Rozenn Geffroy	30,79%	51,21%
Retiers : J-Claude Roger	17,41%	28,72%
St-Aubin-d'Aubigné : J-Yves Praud	35,66%	60,38%
St-Brice-en-Coglès : Louis Dubreuil	50,50%	
St-Malo-Sud : Jacky Le Menn	33,76%	50,83%
Vitré-Ouest : Annie Le Poizat	25,90%	
CANTONS RENNAIS		
Centre : Didier Lebougeant	32,38%	52,34%
Centre-Ouest : Marcel Rogemont	45,27%	62,13%
Nord : Martial Gabillard	47,89%	66,34%
Est : Clotilde Tascon-Mennétrier	43,57%	64,62%
Le Bloune : Jean Normand	49,12%	74,05%
Sud-Est : Mireille Massot	51,19%	

Cantons Rennais :

Centre	38,47%	53,60%
Centre-Ouest	44,45%	62,89%
Nord-Ouest	43,79%	65,12%
Nord	46,06%	65,36%
Nord-Est	42,84%	62,91%
Est	45,72%	64,65%
Sud-Est	49,75%	71,32%
Le Bloune	52,09%	76,17%
Centre-Sud	45,66%	66,96%
Brequigny	46,16%	70,28%
Sud-Ouest	45,08%	66,08%



Benoît LERAY

QUESTIONS À

Laurent FABIUS

Secrétaire National aux Elus et aux Territoires

Unité, lucidité, Volonté Voilà la feuille de route...

Benoît LERAY : Quel regard portes-tu sur la campagne des élections régionales et cantonales ? Quels enseignements peut-on en tirer ?

Laurent FABIUS : Nous avons remporté une superbe victoire après avoir mené une très belle campagne. Depuis deux ans, nous avons envie d'en découdre avec ce gouvernement, qui mène une politique injuste et inefficace, et ses représentants locaux, qui ont d'ailleurs tout fait pour essayer de faire oublier, sur le terrain, qu'ils étaient UMP et UDF. Le vote sanction contre Chirac, Raffarin, Sarkozy et les autres s'est accompagné d'une adhésion à nos propositions — même si tout cela devra être confirmé — pour améliorer la vie quotidienne dans les territoires, en matière d'éducation-formation, de transport, de solidarité, de logement ou encore d'environnement. C'était le double pari que j'avais fait en préparant la coordination de notre programme national pour ces élections aux côtés de François Hollande. Ce résultat est une grande satisfaction pour tous les militants.

Bien sûr, il reste beaucoup à faire. Restons modestes et exigeants. Dans les territoires, nous avons un devoir de réussite. Dans le pays, nous avons un devoir d'imagination pour bâtir une alternance crédible à la droite libérale et autoritaire. Lorsqu'il est rassemblé, qu'il écoute et qu'il agit, qu'il porte haut le Poing et la Rose, sur ses affiches et dans le cœur, qu'il s'appuie sur ses militants et ses élus, le Parti Socialiste peut recueillir l'adhésion des Français. L'unité, la lucidité, la volonté, voilà la feuille de route ! Avec leurs équipes, grâce à la mobilisation fédérale, Jean-Louis Tourenne, premier Président de gauche d'Ille-et-Vilaine, et Jean-Yves Le Drian à la Région, et tous nos collègues et amis, l'ont prouvé magnifiquement.

B. L. : En responsabilité dans vingt régions et dans près de la moitié des conseils généraux, penses-tu que les socialistes soient en mesure d'apporter une correction sociale à la politique de la droite ?

L. F. : Au plan national, nous avons « du » pouvoir, mais nous n'avons pas « le » pouvoir. Les conseils régionaux et généraux de gauche peuvent agir, dans les domaines qui leur sont confiés par la loi, comme des remparts contre certains mauvais coups portés par la droite sur le plan social ou économique notamment. Par exemple, les emplois tremplins vont offrir une activité, une formation, à des

milliers de jeunes. Mais ce qu'un gouvernement et une majorité parlementaire de droite cassent — la Sécurité sociale, le code du travail, les crédits pour le logement social —, seule une majorité de gauche pourrait s'y opposer et le réparer demain. L'idée, avancée par certains, d'une « cohabitation » entre des territoires de gauche et un gouvernement de droite n'est pas exacte. Elle sert les intérêts de Chirac, qui pourrait se défaire le moment venu de son immobilisme ou de ses mauvais résultats sur les socialistes et la gauche. Pour changer les choses dans le pays, il nous faut une autre victoire politique, il nous manque notamment une présidence, et ce n'est pas celle de l'Alsace... Donc, respectons nos engagements pour l'emploi, la formation, la participation démocratique, l'environnement, etc... mais ne semons pas des illusions. Et continuons notre action.



B. L. : Quelle articulation doit-on mener entre les exécutifs régionaux et départementaux d'un part, et notre parti en lien avec les élus locaux d'autre part ?

L. F. : Le bon mot d'ordre, c'est sans doute une pleine coopération entre nos territoires — j'inclus les communes, échelon de proximité par excellence — et une étroite coordination avec le parti. Pour être efficaces et visibles, les politiques menées doivent être concertées, les bonnes pratiques locales doivent être partagées. Face aux délocalisations et à la désindustrialisation, les régions doivent jouer collectif, notamment en pesant en faveur de l'emploi et de la recherche lors du renouvellement des contrats de plan avec l'Etat en 2006, ou en utilisant mieux et avec transparence les fonds publics. Un autre grand chantier, c'est bien sûr la préparation de notre projet socialiste pour l'alternance qui devrait débuter en septembre et durer un an. L'un des volets portera sur la démocratie territoriale, c'est-à-dire sur notre vision du développement et de l'aménagement du territoire. Notre objectif est défini — participation démocratique, simplification administrative, fiscalité plus juste, renforcement des services publics —, mais il faut maintenant préciser son contenu. Je souhaite que les militants et les élus se placent au cœur du travail de réflexion et de proposition, dans les futurs « ateliers du projet ». Comme Secrétaire national aux Elus et aux Territoires, je continuerai d'agir en ce sens au cours des prochains mois. Il nous faut maintenant préparer l'alternance. Pas seulement pour gagner, mais pour réussir.

DEUX CAMPAGNES AU FIL DES JOURS

24 janvier,

A la mi-temps d'une journée de travail au local de la Fédération, nos candidats aux élections cantonales se prêtent au jeu d'une photo de groupe, qui illustrera les deux pages départementales intégrées dans leur journal de campagne.



30 janvier,

conférence de presse à la Fédération : présentation du programme socialiste *La solidarité au cœur du développement* pour le département et des candidats aux élections cantonales.

31 janvier,

salle de la Cité à Rennes, Sylvie Robert, tête de liste d'Ille-et-Vilaine aux élections régionales, ouvre le forum « pour une Bretagne forte et solidaire ». En conclusion de la journée, Jean-Yves Le Drian dévoile le programme de la liste *Bretagne à Gauche, Bretagne pour tous*.



6 février,

au pub irlandais O'Connell's de la place du Parlement de Bretagne, conférence de presse au cours de laquelle Jean-Yves Le Drian et Sylvie Robert annoncent la liste des candidats d'Ille-et-Vilaine aux élections régionales.



7 février,

Les socialistes de Liffré accueillent la première réunion publique cantonale de la liste conduite par Jean-Yves Le Drian.



12 février,

Arnaud Montebourg participe à la campagne de Didier Le Bougeant, candidat sur le canton Rennes-Centre.

En soirée,

Arnaud Montebourg apporte son soutien à la liste *Bretagne à gauche, Bretagne pour tous.*



Cette salle comble du Triangle met en exergue la mobilisation des militants socialistes pour relever deux défis : gagner la Région et le Conseil Général d'Ille-et-Vilaine.

25 février,

MJC du Grand-Cordel Paulette Guinchard-Kunstler, ancien ministre du gouvernement Jospin, vient soutenir Clotilde Tascon-Mennetrier, candidate sur Rennes-Est. Elle y souligne devant un auditoire attentif la politique des socialistes d'Ille-et-Vilaine pour les personnes âgées.





28 février,

Manifestation de ST Microelectronics. Les candidats aux régionales et aux cantonales sont présents aux côtés des salariés pour la défense de l'emploi.



3 mars,

Montfort est la première étape des journées consacrées aux Pays. Ces visites sur le terrain se ponctuent par des réunions publiques. Fougères, Vitré, Redon, Saint-Malo accueilleront de telles manifestations.



4 mars,

halte à Cancale mise à profit par les candidats pour reprendre des forces dans la convivialité.



**4 mars,
François Hollande
à Saint-Malo,**
sur le port à la
rencontre des salariés.
Le délégué CFDT
de *STMicroelectronics*
intervient au cours de
la conférence de presse.
Cette semaine de
campagne est placée
sous le thème de la
défense de l'emploi.

A l'issue de sa visite, François Hollande
entourés des candidats malouins
avec les militants socialistes.





13 MARS, MEETING RÉGIONAL AU LIBERTÉ

1 500 personnes

participent au rassemblement
d'avant le premier tour de la liste
Bretagne à Gauche, Bretagne pour tous.



Prise de parole du représentant
de ST-Microelectronics.



Jeanne Larue, candidate du PRG.



Eric Berroche intervient pour le PCF.



Sylvie Robert, tête de liste départementale d'Ille-et-Vilaine.



Quelques uns de nos candidats aux élections régionales.

Meeting réussi : une ambiance chaleureuse
qui annonce un premier tour heureux.



SAMEDI 20 MARS

Points rencontres et diffusions
sur les marchés se poursuivent
en cette veille de premier tour.

Quelques chiffres :

50 marchés,
28 réunions publiques,
360 000 journaux,
120 000 cartes,
4 000 affiches,
185 000 tracts imprimés
à la Fédération
pour la campagne régionale.



23 mars, à la Fédération : les journalistes viennent en nombre à la conférence de presse d'entre les deux tours des cantonales ; l'enjeu de conquérir le Conseil Général est plus que jamais à la portée de la gauche. Autour de Martine Aubry, Frédéric Bourcier et Jean-Louis Tourenne, les quatre candidats qui peuvent faire basculer le département à la gauche.



La halle Martenot est comble. Cette salle est symbole de conquête pour la gauche.



23 MARS MEETING UNITAIRE DE LA GAUCHE POUR LE SECOND TOUR DES RÉGIONALES

Se succèdent à la tribune : Edmond Hervé, Eric Berroche et Patrick Le Hyaric du PCF, Pascale Loget et Dominique Voynet des Verts, Marylise Lebranchu, Martine Aubry avant l'arrivée de Jean-Yves Le Drian.



25 MARS - BRUZ MEETING UNITAIRE DE LA GAUCHE POUR LES CANTONALES



Interviennent au cours de ce rassemblement : Rémi Coudron, Secrétaire de la section de Bruz, Philippe Bonnin, candidat sur le canton de Bruz, Rozenn Geffroy, la benjamine face au Président du Conseil Général sortant, Wilfrid Lunel, Premier Secrétaire Fédéral du PCF, Nicole Kill-Nielsen, représentante des Verts, André Lefeuvre, Conseiller Général au nom du PRG, et Jean-Louis Tourenne.



27 mars, dernier jour de campagne pour les militants et les candidats.



28 MARS LA FERME DE LA HARPE EN LIESSE.

Cet équipement Léo-Lagrange, qui accueille nos traditionnelles soirées électorales, n'a jamais connu une telle foule depuis le 10 mai



Au fur et à mesure de la soirée, les résultats tombent et avec eux la carte de France rosît. Rozenn vient de battre le Président sortant du Conseil Général. La gauche est majoritaire avec 29 conseillers généraux sur 53.



21 h 30 : la première bouteille de Saumur est débouchée. Bien d'autres seront servies au cours de la soirée par les membres du Conseil d'administration de la Harpe et des militants socialistes.





Une photo symbole :

27 ans après la prise de la mairie de Rennes par l'équipe d'Edmond Hervé, les futurs présidents du Conseil Régional de Bretagne et du Conseil Général d'Ille-et-Vilaine savourent la victoire avec les militants et les sympathisants.

En fin de soirée, Jean-Yves Le Drian dédicace un tee-shirt à l'effigie de la liste *Bretagne à gauche, Bretagne pour tous*.



JEUDI 1^{ER} AVRIL 2004

INVESTITURE

DE JEAN-LOUIS TOURENNE

EN TANT QUE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL



Plus de 200 personnes ont assisté à la tribune et dans les salles annexes, à l'élection de Jean-Louis Tourenne.

ALLOCUTION DE

Jean-Louis TOURENNE,

Président

Chers Collègues,

Qui, en ce moment précis, pourrait dire l'intensité de l'émotion qui rassemble dans un même espoir les femmes et les hommes de gauche de ce département d'Ille-et-Vilaine ? Elle est à la mesure de la liesse qui les enflamma dimanche soir à l'annonce des résultats. C'est un moment historique - combien de fois l'a-t-on répété ? - où la démocratie s'est exprimée avec vigueur après les épreuves de 2002. Nous nous penchions alors avec angoisse, comme au chevet d'un cher malade, sur son manque de vitalité. C'est un moment de plénitude après avoir si souvent douté, jusqu'à la résignation parfois, de l'emporter un jour.

J'ai pleinement conscience de l'insigne honneur qui m'échoit d'être le premier Président de Gauche, entouré de la première majorité de Gauche, de l'histoire du département d'Ille-et-Vilaine. Bien que je sache que mon premier mérite c'est d'avoir été là quand l'événement s'est produit, je n'en mesure pas moins la responsabilité qui m'incombe, comme je sais quel enthousiasme, quelle ardeur de construire le changement, il a fait naître chez tous mes collègues de la majorité.

Bien loin de nous, la prétention de croire que les électeurs et les électrices d'Ille-et-Vilaine, comme ceux de toute la France, ne se sont massivement rassemblés autour des candidats de Gauche que pour le message, construit par des centaines de militants et fondé sur les grandes valeurs collectives, qu'ensemble ils ont porté.

Les électeurs ont d'abord exprimé un rejet sans ambiguïté de la politique menée par le Gouvernement de M. Raffarin. Une politique qui a engendré, au détriment des plus démunis, une croissance redoutable du chômage, de la misère, des déficits publics, des comptes sociaux. La perte quasi totale de confiance s'est exprimée sans ménagement dans les votes de dimanche dernier.

Les élus cantonaux, régionaux de droite se sentent aujourd'hui victimes d'une sanction qu'ils n'auraient pas méritée. Et pourtant, ils ont soutenu, sans défaillir, les partis au pouvoir, sans jamais les mettre en garde publiquement, quand bien même ils constataient les résultats désastreux dans leur Département, dans leur Région : les restaurants du cœur submergés, l'accroissement du nombre de Rmistes, les fermetures d'entreprises succédant aux délocalisations sans autre motif que la recherche effrénée et insatiable du profit maximum par les actionnaires.

Les élus cantonaux et régionaux de droite ne peuvent davantage soutenir qu'inspirés par le même libéralisme, ils n'ont pas laissé se développer les inégalités, les douleurs, les vaines attentes du premier emploi... Le toujours moins de régulation du marché, la dégradation des services publics, le resserrement frileux sur les sacro-saintes compétences rendent impuissant devant l'injustice sociale qui monte, la misère qui s'étend.

C'est sans doute la première leçon que nous devons tirer du scrutin du 28 mars. Elle est cependant insuffisante à expliquer ce ralliement exceptionnel au projet présenté

par la Gauche. Les électeurs auraient pu, faute de nous faire confiance, se réfugier dans l'abstention ou exprimer leur rancœur par des votes extrêmes. Ils ne l'ont pas fait. Au contraire, la Gauche tout entière a, de nouveau, trouvé grâce à leurs yeux. La Gauche s'est retrouvée enfin. Elle s'est rassemblée. Elle s'est mobilisée pour porter un autre idéal de société. Et la population nous a rejoint, teintant de plus d'enthousiasme encore au deuxième tour, leur expression du premier tour.

Mais les habitants attendent de nous, avant que la confiance ne se réinstalle complètement, que nous apportions la démonstration de notre capacité à construire, avec eux, une société plus juste, plus solidaire ; une société qui intègre et insère plutôt qu'elle n'exclut et marginalise ; une société qui offre à tous une véritable égalité des chances, qui crée les conditions de l'épanouissement de chacun, qui offre à tous le droit à la qualité de vie. Voilà le défi que nous devons relever, en retrouvant nos manches, la conviction chevillée au cœur et au corps que nous n'avons pas le droit de décevoir autant d'espérances placées en nous.

L'horizon est toujours très proche pour un nouveau Conseil Général qui se met en ordre de marche. Les renouvellements triennaux imposent de laisser la saveur de la victoire s'éteindre dès le premier soir, de penser et d'agir vite. Et même si le temps électoral ne nous était pas compté, la situation de notre département exigerait que nous intervenions au plus vite dans cinq grandes directions :



Dépouillement du scrutin.

29 voix pour Jean-Louis Tourenne
salué par les Conseillers Généraux Socialistes
Démocrates de Progrès et PRG.



1^{re} direction :

L'EMPLOI

Quelles que soient les compétences dévolues par la loi de décentralisation, la grande, celle de 1982, il n'est aucun responsable qui ne puisse s'exonérer de l'obligation qui lui est faite de contribuer à endiguer ce mal qui brise des vies, sème la perte de confiance en soi, attente à la dignité. Aussi, oeuvrerons-nous avec toutes les collectivités concernées (villes, départements, région) en substituant aux oppositions fictives, stériles et parfois entretenues, une franche coopération respectueuse de la souveraineté de chacune, pour redonner du dynamisme à l'économie du département et à son attractivité. Il est impératif d'assortir toutes les primes aux entreprises de conditions sociales et d'engagement de pérennité dont le non-respect devra être sanctionné par le remboursement intégral des aides reçues. Certes, ces contraintes n'éviteront pas toutes les délocalisations, mais elles auront valeur de dissuasion et redonneront à l'utilisation de l'argent public une certaine éthique. Nous proposerons la création d'une Agence de Développement Economique pour tracer des stratégies de développement, définir des pistes d'action au-delà de la seule mission de prospection assumée actuellement par ID 35.

Le RMA nie les droits les plus élémentaires de la personne, l'enferme dans un statut de « travailleur indéfiniment pauvre », ce que nous avons dénoncé avec force. Nous engagerons avec les partenaires concernés l'élaboration d'une charte sociale qui précisera les conditions de l'embauche, le statut du travailleur à l'intérieur de l'entreprise, le versement des cotisations sociales garantes de droits ultérieurs et les perspectives de pérennisation de l'emploi dans l'entreprise.

Avant que cette journée ne s'achève, nous allons rencontrer les salariés de ST-M et, dans les jours qui viennent, ceux de Thomson, de Philips pour faire le point sur leur situation, les perspectives et possibilités de reprises ou de reconversion.

Dès demain, nous dessinerons les moyens susceptibles de contribuer à la réduction du chômage. Près de 20% des jeunes de moins de 25 ans vivent douloureusement cette situation et 24% d'entre eux occupent des emplois précaires. Près d'un jeune sur deux, ignorant de quoi demain sera fait, ne peut envisager d'investir sur l'avenir.

Dès le mois de juin, vous serez saisis de propositions tendant à la réduction du chômage : incitations à l'orientation des apprentis vers les secteurs déficitaires en main-d'œuvre, accompagnement de l'économie sociale et solidaire (100 000 emplois en Bretagne) qui concerne

tout le secteur associatif et coopératif, bref toute cette économie pleine de vitalité dont la vocation n'est pas la recherche du profit mais celui du meilleur service aux personnes : les crèches, les associations de maintien à domicile, les associations culturelles et sportives. Nous devons les aider à consolider leurs finances, à appréhender les évolutions de la demande, à anticiper pour assurer les emplois qu'elles créent en grand nombre. Nous investirons davantage le champ de l'insertion parce qu'elle est le chemin indispensable du retour à l'emploi pour ceux que la vie, les licenciements ont cassés.

2^e grande direction

L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Le destin de chacun est fortement soumis aux conditions familiales, affectives, très inégalitaires, de sa naissance. Dès le plus jeune âge, nous devons apporter des remèdes pour atténuer les inégalités, sauf à accepter que se reproduisent de génération en génération les mêmes phénomènes d'exclusion, de marginalisation et, par conséquent, de révolte contre une société qui n'a su ni accueillir, ni intégrer. Les prisons, les centres fermés ne sont d'aucune utilité quand l'éducation a été déficiente. Le rapport du CERC, publié le mois dernier, souligne bien la nécessité d'accueillir au plus tôt les 1 000 000 d'enfants qui vivent, en France, en dessous du seuil de pauvreté.

Crèches, haltes-garderies, formation et carrière des assistantes maternelles seront au centre du dispositif destiné à offrir les meilleures conditions de stimulation intellectuelle, d'éveil de la curiosité, de socialisation précoce. Nous instaurerons alors une vraie prévention.

Le fonctionnement des collèges dont nous avons la responsabilité souffre de bien des carences. Nous sommes loin, en dotation, de la moyenne française et bien des conseils d'administration nous font part de leurs difficultés à boucler leur budget malgré les amputations drastiques qu'ils sont obligés d'opérer sur leurs moyens d'enseignement.

Dès juin, il vous sera proposé d'augmenter de 10 % leur dotation de fonctionnement. Nous nous pencherons, au cours des derniers mois de l'année, sur les critères d'attribution, sur la participation aux actions innovantes dans les collèges, sur notre implication dans les initiatives qui concourent au succès de tous les élèves.

La Bretagne, l'Ille-et-Vilaine sont depuis longtemps des territoires de réussite, grâce à la qualité des enseignants et au taux de scolarisation à deux ans, deux fois supérieur

à la moyenne nationale. Les dispositions prises par le gouvernement tendant à la réduction drastique de l'accueil en maternelle ne laissent pas de nous inquiéter.

Chers Collègues, vous serez également sollicités pour vous pencher sur les conditions, les modalités de mise à disposition de chaque élève de 3^e d'un ordinateur portable afin que nul ne puisse être écarté de la maîtrise de l'outil télématique et de l'accès, pour ses recherches, à la plus grande bibliothèque du Monde que constitue l'Internet.

3^e direction

LE DROIT À UNE VIEILLESSE HEUREUSE

Une société se déshonore lorsqu'elle n'affecte pas les fruits de la croissance, des progrès médicaux, techniques à tous ses membres, quel que soit leur âge. Une société se déshonore lorsqu'elle n'offre pas les moyens d'une vie décente, d'une pleine participation à la vie sociale, culturelle et citoyenne. Nous considérons que chacun doit pouvoir choisir, autant que ses forces et ses facultés le lui permettent, de vieillir heureux à domicile ou en établissement.

Droit de vieillir à domicile, seuls les services d'accompagnement, aide-ménagères, soins médicaux, services divers, permettent l'exercice de ce droit. Or, la quasi-totalité des associations de maintien à domicile sont au bord de l'asphyxie et disparaîtront si le Département n'assume pas convenablement la charge qui lui revient. Vous aurez un rapport sur ce point au mois de juin.

Nous n'ignorons pas les retards de financement des établissements d'accueil pour personnes âgées liés au gouffre qui se creuse dans les caisses de sécurité sociale. Et le Conseil Général a commis l'erreur d'interrompre pendant des années le plan gérontologique stoppant net la quasi-totalité des constructions. Nous agirons ensemble, si vous le voulez bien, dans quatre directions :

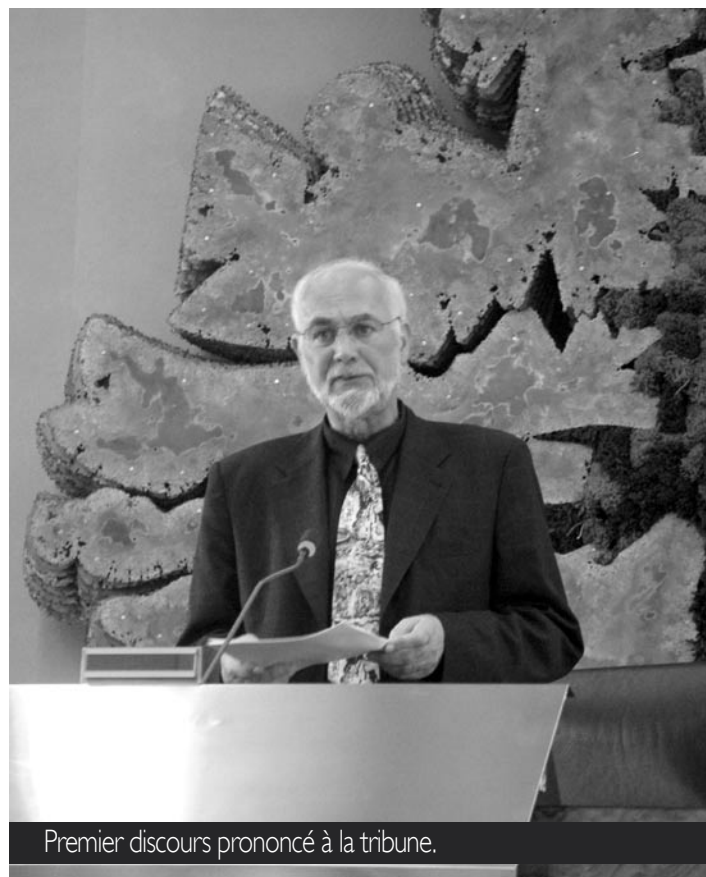
— Intervenir avec détermination auprès de l'Etat pour qu'il prenne enfin la mesure des besoins de l'heure et des années à venir.

— Prendre langue avec la nouvelle majorité du Conseil Régional dans le cadre du « Programme régional de développement des structures pour personnes âgées dépendantes », tel que proposé par la Gauche. Nous y puiserons les aides financières pour de nouvelles constructions.

— Inventer des structures nouvelles avec habitat et services de proximité, intermédiaires entre le maintien à domicile et la maison de retraite médicalisée. Elles apporteront une réponse mieux adaptée en qualité et en quantité.

— Créer, en relation avec l'ARH (Agence Régionale de l'Hospitalisation), des dotations relais de forfaits soins et de cures médicales, destinées à compenser les retards et la frilosité de l'Etat.

Nous aurons à donner du contenu pratique au Schéma Handicap 35 qui, bien que voté à l'unanimité et élaboré avec notre participation active, a subi de gros retards d'exécution par l'insuffisance des enveloppes budgétaires affectées. Logement, extension des transports urbains donneront à l'action en faveur des handicapés la cohérence qui en favorisera le succès.



Premier discours prononcé à la tribune.

4^e direction

LA QUALITÉ DE VIE

Le logement devient une denrée rare et très chère, inaccessible pour certains. 17 000 demandeurs sont en attente d'un logement convenable à loyer modéré, 2 000 personnes âgées de plus de 75 ans subissent l'insalubrité de leur habitat. C'est dire



Les vice-présidents entourent Jean-Louis Tourenne.

que le désengagement de l'Etat, la timidité des efforts engagés par le département, le retard accumulé nous enjoignent d'augmenter très sensiblement notre implication. Le logement décent est une condition préalable de préservation de sa dignité. C'est une nécessité pour permettre aux jeunes souhaitant vivre leur autonomie de rester dans leur commune. C'est un impératif d'aménagement de notre territoire. Nous devons doubler au minimum, voire tripler en fonction des conditions financières et des capacités des entreprises du bâtiment, le montant de notre intervention. La charge nouvelle n'en sera pas, loin s'en faut, exceptionnelle. Le doublement ne représentera qu'un supplément de 3 millions d'euros sur un budget d'investissement de 270 millions d'euros.

Le Schéma des Transports Collectifs dont nous avons montré les insuffisances et surtout les contradictions entre l'objectif d'égalité d'accès des habitants et les mesures proposées, fera l'objet d'une révision sur laquelle vous serez invités à travailler au plus tôt.

Je ne saurais oublier que nous devons nous engager résolument dans la reconquête de la qualité de notre eau, poursuivre, amplifier les moyens de lutte contre la pollution, accompagner l'agriculture dans une difficile mutation qu'elle a entreprise avec ardeur, encourager l'utilisation des énergies nouvelles, aider à la réalisation d'habitat de Haute Qualité Écologique. Nous marquerons là notre volonté de préserver notre économie, de lui conférer de la valeur ajoutée et nous pourrons donner à notre département l'image d'une collectivité exemplaire.

Dès le mois de juin, sera abordé, pour une remise à plat, un dossier difficile et angoissant pour les habitants qui y sont confrontés : la réhabilitation de l'assainissement non collectif.

L'action culturelle, la pratique sportive participent à la qualité de vie et aux outils d'épanouissement. Nous avons trop dénoncé la baisse systématique de 20 % des subventions aux associations non conventionnées pour ne pas revenir dessus dès le mois de juin prochain.

5^e direction

LE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Le droit de disposer près de son domicile de services éducatifs, culturels et éducatifs de qualité relève de la solidarité entre les territoires et de l'égalité des chances entre les êtres qui les peuplent.

Alors qu'une centaine de communes avaient encore perdu des habitants entre 1990 et 1999, l'avènement d'une politique, longtemps réclamée, en faveur des cantons prioritaires avait été, en son temps, approuvée par nous comme une première étape vers la mise en œuvre d'une véritable architecture d'aménagement de notre territoire. Hélas, elle s'est arrêtée au milieu du gué, dispensant, ici et là, quelques maigres subventions forfaitaires quand il faudrait la conjugaison et la convergence de tous les ingrédients qui peuvent assurer la vitalité et la pérennité du développement : renforcement des pôles d'équilibre, dessertes routières de qualité, maintien des services publics et commerciaux, création sous maîtrise d'ouvrage départementale de zones artisanales et d'ateliers-relais. Bref, une réflexion d'ensemble suivie d'un contrat de développement passé avec les communautés de communes. C'est à participer à cette construction que nous vous convierons au plus tôt pour, dès 2005, engager les premières concrétisations.

Je n'ai, bien entendu, pas voulu tracer ici l'ensemble des orientations que je serai conduit, avec la majorité nouvelle, à vous proposer au cours des mois qui viennent. Il nous faudra, dans un premier temps, examiner par un audit l'état des finances du département. Ce qui ne constitue en aucun cas une manifestation de suspicion, mais répond à la nécessité pour nous, après tant d'années d'opposition, de mieux saisir nos marges de manœuvre, de mieux apprécier les économies à réaliser, les réorientations à pratiquer, d'appréhender avec précision les conséquences coûteuses de la loi de décentralisation. Ainsi, nous pourrions mieux faire obéir le budget du département aux objectifs de justice sociale, d'égalité des chances, de solidarité et de dynamisme que nous voulons atteindre. C'est en période de crise que la politique de la collectivité exprime toute sa grandeur, toute sa capacité à influencer sur le cours des choses, à relancer la machine économique, à prévenir la souffrance et le désespoir, à cheminer du même pas sans laisser sur le bord du chemin un certain nombre de nos concitoyens.

Chers Collègues, nous travaillerons ensemble, nous partagerons les mêmes informations, nous construirons en commun un édifice solide dont la solidarité constituera le socle.

J'imagine ce que cette nouvelle situation a pu entraîner, chez certains de nos Collègues, de déceptions. Nous, nous acceptons sans doute plus facilement les échecs, nous en avons un peu l'habitude. Mais que chacun se rassure, ces états d'âme là — ils sont bien peu de chose au regard de la détresse que vivent certains des habitants d'Ille-et-Vilaine — passeront vite devant la tâche qui nous attend.

Nous travaillerons avec l'ensemble des membres de l'Assemblée parce que la politique a de la noblesse quand elle est débat respectueux de l'autre, quand elle est confrontation d'idées et non de personnes, quand elle force à la proposition plus qu'à l'opposition bien que celle-ci soit légitime.

Si nous sommes amenés à souhaiter quelques modifications, transformations dans les procédures de travail de notre assemblée, elles n'auront pour objet que de permettre une meilleure expression de tous, une transparence totale, un meilleur accès à l'information et au contrôle. L'outil doit être adapté à l'ouvrage que nous allons entreprendre.

Des propositions vous seront faites en fin avril pour une organisation nouvelle des commissions dont les compétences seront, si vous le voulez bien, calquées sur les grands objectifs que j'ai rappelés il y a quelques instants. Nous pourrions ainsi en évaluer les effets et mieux repérer les infléchissements à apporter.

Nous ne saurions réussir dans notre entreprise commune sans le concours précieux des agents du département dont 30 années passées sur les sièges de cette assemblée m'ont permis d'apprécier le sens du service public, la grande conscience qu'ils ont d'être des acteurs indispensables de tous les progrès, leur disponibilité et leur sens de l'accueil. Accueillir chaleureusement, écouter, marquer de la considération pour les autres, c'est entrer en sympathie et ouvrir le chemin vers de meilleures solutions. Être fonctionnaire au service du public présente de la grandeur et bien des servitudes. Mais c'est ce qui en fait toute la noblesse.

Il n'est pas de grandes aventures qui réussissent sans la participation active, confiante, enthousiaste, ardente de l'ensemble de l'équipage. Je serai un capitaine loyal,

attentif, confiant et... j'espère, compétent. Je suis sûr que nous naviguerons allègrement vers de nouveaux horizons plus clairs, plus bleus.

Au moment où je m'apprête à assumer les responsabilités que vous avez bien voulu me confier, me revient une image qui m'a souvent hanté depuis l'enfance, une image qui a guidé et ancré mes convictions politiques. Nous étions cinq enfants avec deux hectares et deux vaches. Ma mère pleurait parfois, en silence, désespérée de ne pouvoir nous apporter un peu de confort. La chance m'avait donné des parents cultivés, aimants, généreux, confiants dans les vertus émancipatrices de l'école et mon enfance ne fut pas malheureuse. Mais combien parmi les enfants de mon âge n'ont pas bénéficié, comme moi, des heureux hasards que la vie envoie quelquefois à notre rencontre ? Combien, aujourd'hui ne disposent d'aucun des atouts pour réussir leur vie ?

Une mère qui pleure, une vie alourdie de misères, une existence éprouvée par le chômage sont autant d'appels lancés à chacun d'entre nous. La politique est d'abord une révolte contre l'injustice, les inégalités. Elle est une révolte et une ardente invitation à construire une société plus

juste, plus harmonieuse où place serait donnée à chacun pour donner librement un sens à son existence.

Mes chers Collègues, nous savons bien que notre ciel, en ce début de printemps, ne deviendra pas immédiatement clair, la route sera longue et parfois malaisée. L'été, en politique, est souvent une saison lointaine. Mais puissions-nous, au moins, commencer à lui donner quelques couleurs.

A chacun d'entre vous, reconduit dans ses fonctions ou nouvellement élu, je veux adresser mes félicitations et souhaiter que cette nouvelle mandature vous apporte la satisfaction d'agir avec efficacité pour l'ensemble de la population d'Ille-et-Vilaine.

Je veux, à travers vous, dire aux habitantes et habitants que vous représentez ici, notre détermination à honorer les engagements que nous avons pris devant eux. Nous construirons, j'en ai la conviction, avec eux, avec vous, avec les instruments nouveaux d'une démocratie plus participative, un département plus dynamique et plus solidaire.

Jean-Louis TOURENNE
Président du Conseil Général



LES QUINZE VICE-PRÉSIDENTS

- 1^{re} **Mireille MASSOT**
Rennes Sud-Est : Enseignement.
- 2^e **Clément THÉAUDIN**
Liffré : Petite enfance, sport, famille.
- 3^e **Jean NORMAND**
Rennes Le Blosne : Emploi, économie, université.
- 4^e **Daniel DELAVEAU**
Rennes Sud-Ouest : Habitat, logement.
- 5^e **Jacky LE MENN**
Saint-Malo-Sud : Solidarité, personnes âgées, handicapées.
- 6^e **Louis FEUVRIER**
Fougères-Nord : Aménagement du territoire, commerce.
- 7^e **Christian LE MAOUT**
Mordelles : Finances, patrimoine.
- 8^e **André LEFEUVRE**
Tinténac : Transports.
- 9^e **Clotilde TASCON-MENNETRIER**
Rennes-Est : Solidarité internationale, Europe.
- 10^e **Marcel HAMEL**
Guichen : Infrastructures.
- 11^e **Didier LE BOUGEANT**
Rennes-Centre : Culture.
- 12^e **Victor PRÉAUCHAT**
Montfort-sur-Meu : Personnel.
- 13^e **Louis DUBREIL**
Saint-Brice-en-Coglès : Agriculture.
- 14^e **Christian COUET**
Pleine-Fougères : Environnement, eau, assainissement.
- 15^e **Jeannine HUON**
Rennes Centre-Sud : Démocratie participative.

LES AUTRES ÉLUS DE LA MAJORITÉ

- Guy JOUHIER**
Cesson-Sévigné : Président du Groupe Socialiste et Démocrate de Progrès.
- Philippe BONNIN**
Bruz : Relations avec les collectivités locales.
- Martial GABILLARD**
Rennes-Nord : Patrimoine, archives.
- Michel GAUTIER**
Betton : Infrastructures fluviales.
- Rozenn GEFFROY**
Plélan-le-Grand : Communication.
- Maurice JANNIN**
Cancal : Politique du littoral.
- Gilbert MÉNARD**
Le Sel-de-Bretagne : Relations avec les collectivités locales.
- Jean-Yves PRAUD**
St-Aubin-d'Aubigné : Economie sociale et solidaire.
- Yves PRÉAULT**
Rennes Nord-Est : Politique de la ville.
- François RICHOU**
Rennes-Bréquigny : Tourisme.
- Marcel ROGEMONT**
Rennes Centre-Ouest : Rapporteur général du budget.
- Marie-Thérèse SAUVÉE**
Combours : Développement des énergies nouvelles.
- Jean TAILLANDIER**
St-Aubin-du-Cormier : Questure (intendance).



VENDREDI 2 AVRIL 2004 ÉLECTION DE JEAN-YVES LE DRIAN À LA PRÉSIDENTENCE DE LA RÉGION BRETAGNE

« Nous te ferons, Bretagne »



Discours de Jean-Yves Le Drian

«On ne peut pas toujours prendre le train des autres. Nous te ferons Bretagne.»

En ce moment si fort d'émotion pour moi-même et sans doute pour beaucoup d'entre vous, en ce moment que certains ont bien voulu appeler historique et que je nommerai plus modestement symbole d'un vrai tournant, j'en appelle volontiers à Xavier Grall dont les

mots ont enchanté notre poésie pour vous dire que nous avons cette grande chance de vivre dans une Région qui a une personnalité, une identité, un nom. Ce sentiment d'appartenance, plutôt cette conviction d'appartenance est une alchimie complexe et riche : une cul-

ture féconde qui, de la langue à la musique, porte un élan créateur résolument moderne, une histoire originale qui a forgé des valeurs communes et des solidarités, le goût du travail et de l'effort, mais aussi de l'ouverture au monde, une manière d'être ensemble sur un territoire entre mêlé de terre et de mer, de paysages marqués et ce vent qui entretient notre étincelle intérieure.

C'est de cette Bretagne dont nous sommes fiers. C'est pourquoi nous voulons pour demain une Bretagne forte, vivante et créatrice, ouverte et partagée.



Les militants sont venus assister à l'investiture de Jean-Yves Le Drian.



C'est le sens du projet que nous avons proposé aux Bretonnes et aux Bretons et qu'ils ont approuvé dans une forte majorité. C'est ce projet que nous mettrons en œuvre sur la durée du mandat en nous appuyant sur la confiance qui nous a été faite mais en souhaitant que Bretagne pour tous devienne aussi Bretagne avec tous. Une ambition pour la Bretagne suppose de la détermination et de la volonté, nous l'avons. Elle induit que l'action publique soit un vecteur d'impulsion dans tous les domaines, nous le ferons. Elle n'a de sens que si les Bretonnes et les Bretons se l'approprient le plus largement dans une citoyenneté régionale à féconder : nous créerons les conditions d'un dialogue permanent.

Nous voulons une Bretagne forte.

Nous savons les défis auxquels nous sommes désormais confrontés. Le «miracle breton» des années 60 qui nous a permis une réelle croissance est en train de céder sa place à un nouveau modèle breton du XXI^e siècle qu'il nous faut inventer ensemble. Nous en avons les moyens et les atouts grâce, en particulier, à la qualité des hommes et des femmes qui vivent dans cette région. Il nous faut muter pour accéder à un nouveau développement. Il nous faut muter vers plus de valeur ajoutée dans l'agriculture et l'agroalimentaire, vers plus de lien entre le produit et le territoire, retrouver l'esprit de la Charte Pérenne, mais cette mutation ne pourra se faire sans les agriculteurs et surtout pas contre eux.

Il nous faut muter dans tout ce qui constitue nos fondamentaux de l'électronique à la navale, en passant par l'automobile, la mécanique... pour systématiquement mettre de l'exigence et du savoir-faire dans nos projets afin que l'emploi se crée et qu'il soit de qualité.

Une Bretagne forte, c'est aussi une Bretagne respectée à Paris, à Bruxelles, à Genève ; que nos filières ne servent pas de monnaie

Une Bretagne vivante et créatrice doit retrouver la qualité de son eau et de ses paysages. Nous devons être au rendez-vous de la Directive Européenne du Bon Etat Ecologique des cours d'eau en 2015 et nous le serons ! Nous voulons que la Bretagne soit écologiquement exemplaire et nous prendrons les moyens pour y arriver.

C'est pour cette raison que nous mettrons en œuvre un *agenda 21* pour la Bretagne : c'est-à-dire une programmation à moyen et long terme du développement soutenable. Ces orientations prises à la Conférence des Nations-Unies de Rio en 1992 et renouvelées récemment à Johannesburg doivent passer du discours planétaire aux actes régionaux pour que l'éthique du futur l'emporte sur l'impérialisme de l'urgence.

Nous voulons une Bretagne ouverte : celle qui retrouve sa maritimité et l'aventure maritime moderne qu'elle soit halieutique, portuaire, sportive ou qu'elle s'appelle autoroute de la mer. Que l'on puisse, avec son accord, donner tort à Fernand Braudel qui *«regrettait que la France n'ait pas voulu développer les avantages maritimes que lui donnent sa nature et son histoire»*.



Pendant son discours.

Celle qui affirme son européanité. Nous sommes des européens convaincus et actifs, mais nous ne voulons pas d'une Europe passoire. Nous voulons l'Europe de la cohésion territoriale et sociale telle que le souhaitait Jacques Delors en 1985. Nous devons prendre toute notre place pour affirmer cette conviction.



Une Bretagne ouverte, c'est une Bretagne qui accueille. C'est, selon la belle formule de Morvan Lebesque, *«on ne naît pas breton, on le devient»*, celle qui permet aux jeunes de s'initier aux nouvelles formes de citoyenneté, force de paix et d'échanges.

Nous voulons une Bretagne du partage et de l'équilibre. C'est l'équilibre des territoires qui garantit notre cohésion, notre relation féconde entre villes, bourgs et ruralité, cette émergence des pays que nous renforcerons. L'équilibre passera obligatoirement par une attention particulière, par des actions spécifiques pour le Centre Bretagne et le Nord de notre région aujourd'hui plus fragilisés. Mais la Bretagne de l'équili-



Lors de l'appel des vice-présidents.

bre, c'est aussi l'accès de tous aux services publics, aux nouvelles technologies, aux sports, aux transports collectifs. Notre projet propose les méthodes pour y aboutir. La Bretagne du partage et de l'équilibre, c'est la possibilité pour chacun d'avoir un logement accessible et un itinéraire résidentiel quels que soient son âge et son lieu de vie, c'est prévoir ensemble avec les Conseils Généraux l'accompagnement du vieillissement, c'est favoriser l'insertion des exclus, c'est permettre à chacun d'avoir accès à la santé, c'est se battre pour l'égalité des hommes et des femmes. La Bretagne du partage et de l'équilibre, c'est la Bretagne pour tous et avec tous, que chacun puisse y trouver sa place et y apporter son projet.

Je mesure l'immensité de la tâche et je mobiliserai toutes mes forces pour mener à bien la responsabilité que vous m'avez confiée. Je le ferai avec vous, Conseillers Régionaux de la majorité, je sais votre désir d'agir, je connais vos compétences et je sais que je peux compter sur vous. Je souhaite aussi le faire en bonne compréhension avec vous, Conseillers Régionaux de l'opposition. Nous n'avons pas les mêmes

choix, mais nous nous respectons et, j'en suis convaincu, nous nous respecterons dans les droits et les devoirs de chacun.

Je voudrais, au-delà de cette enceinte, saluer le Président Josselin de Rohan, il a servi la Bretagne, nous avons, je crois une estime mutuelle, c'est un vrai républicain, il mérite notre considération. Qu'il me soit aussi permis de vous faire part publiquement de mon respect au Président Yvon Bourges qui l'a précédé. Je voudrais dire aussi à Louis Le Pensec, Charles Josselin, Edmond Hervé, que, sans eux, rien n'aurait été possible, que je leur dois personnellement beaucoup et leur dis mon amitié affectueuse. Et puis, je me souviens, avec émotion, d'un courrier politique que j'ai rédigé un jour dans un train avec l'aide d'une femme. Sans ce voyage là, je ne serai pas ici.

Je nous souhaite bon travail pour la Bretagne. Qu'elle puisse être porteuse, demain, de désirs et de plaisirs conjugués.

Jean-Yves Le Drian
Président de la Région Bretagne.

LES QUINZE VICE-PRÉSIDENTS ET LES CONSEILLERS RÉGIONAUX D'ILLE-ET-VILAINE

Marylise LEBRANCHU (29)

chargée de la **politique territoriale et le développement et la démocratie régionale.**

Michel MORIN (22)

chargé de la **formation initiale, professionnelle et l'apprentissage.**

Sylvie ROBERT (35)

chargée de la **culture.**

Gérard LAHELLE (22)

chargé de la **politique d'infrastructure et des transports.**

Pascale LOGET (35)

chargée de **préparer et mettre en œuvre un agenda 21.**

Marc LABBEY (29)

chargé de l'**emploi et du développement économique.**

Odette HERVIAUX (56)

chargée de l'**agriculture, de la qualité agroalimentaire et de la consommation.**

Christian GUYONVARCH (56)

chargé des **affaires européennes et internationales.**

Jeanne LARUE (35)

chargée des **affaires générales.**

André LESPAGNOL (35)

chargé de l'**enseignement supérieur, la recherche et l'innovation.**

Janick MORICEAU (29)

chargée de la **mer.**

Daniel GILLES (56)

chargé du **sport.**

Georgette BRÉARD (22)

chargée du **tourisme et du patrimoine.**

Gérard MÉVEL (29)

chargé de la **qualité de la vie, l'eau, les espaces naturels et les paysages.**

Gaëlle ABILY (29)

chargée de l'**égalité professionnelle et la qualité de l'emploi.**

Autres membres de la Commission Permanente :

Pierrick MASSIOT

Rapporteur général du **budget, délégué aux finances.**

Isabelle THOMAS

Présidente de la commission **environnement, déléguée aux énergies.**

Maria VADILLO

Présidente de la commission des **solidarités : santé, logement, politique de la Ville, déléguée à la santé.**

Jean-René MARSAC

Présidente de la commission **emploi et développement économique, économie sociale et solidaire, tourisme, délégué à l'économie sociale et solidaire.**

Autres Conseillers Régionaux :

Serge BOUDET

Membre de la commission **aménagement du territoire, infrastructures et finances.**

Emmanuel COUET

Membre de la commission **culture, patrimoine et sport.**

Annie LE POEZAT

Membre de la commission **aménagement du territoire, infrastructures et finances.**

Stéphanie POPPE

Vice-présidente du **groupe socialiste**, membre de la commission **solidarités.**

Alain YVERGNIAUX

Membre de la commission **développement économique et recherche.**